

# DÉCHETS TOXIQUES

## Enfouir quoi qu'il en coûte

**NATACHA DEVANDA**

En Alsace, l'affaire StocaMine dure depuis plus de vingt ans et empoisonne la vie des habitants de Wittelsheim (Haut-Rhin). Mais, grâce à Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, tout s'accélère. Fini l'enfouissement temporaire de 42 000 tonnes de déchets hautement toxiques, place à l'enterrement définitif de la question, selon une vision toute administrative du problème. La petite histoire retiendra peut-être que, le 19 septembre 2023, M. Béchu, grand apôtre du bien commun, a décidé, contre l'avis de 98 % des habitants du territoire, qu'il était urgent d'acter à jamais l'enfouissement de dizaines de milliers de tonnes d'arsenic, d'amiante, de cyanure, de plomb dans les entrailles de la terre, et de commencer « *immédiatement* » les travaux de confinement des déchets toxiques sous le béton, afin qu'ils soient « *impérativement terminés en 2027* ».

Le ministre, fan des adverbess définitifs, considère qu'il s'agit de la « *seule solution* » permettant de s'assurer que des déchets ne pourront pas contaminer la nappe phréatique rhénane. Quand les associations estiment au contraire que les poisons, stockés dans les galeries des mines situées pile poil à la verticale de la nappe, sont une menace directe sur l'approvisionnement en eau potable de quelque 8 millions d'habitants.

L'opposition citoyenne locale, rassemblée au sein du collectif Destocamine, a dénoncé « *une provocation* » du ministre et annoncé dans la foulée l'organisation d'une manifestation,

**Enterrer  
le problème  
est la pire  
des solutions**

samedi 23 septembre, rameutant, au-delà des associations locales, des collectifs comme Les Soulèvements de la Terre ou encore Extinction Rebellion. La précipitation ministérielle vient aussi heurter l'actualité judiciaire, puisque le parquet de Strasbourg enquête actuellement sur la nature des déchets toxiques qui, prétendument non inflammables, sont pourtant à l'origine de l'incendie dramatique de 2002 sur le site de StocaMine. Preuve qu'en matière de déchets toxiques la décision politique devrait au moins laisser place au doute, et reconnaître que, s'il n'y a aucune bonne solution, celle d'enterrer le problème en pensant que ce qu'on ne voit plus n'existe pas est la pire de toutes. Et StocaMine n'est qu'un exemple parmi d'autres...

À Bure, dans la Meuse, c'est le projet d'enfouissement de déchets radioactifs qui pourrit la vie des habitants depuis des années. Là encore, en 2023, les choses se précipitent. Début janvier, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a déposé auprès du gouvernement sa demande d'autorisation de création du centre Cigéo. Les étapes administratives passées, Cigéo – « *projet grandiose* », selon les conclusions de l'enquête publique – devrait devenir la nouvelle poubelle nucléaire française, capable de contenir quelque 83 000 m<sup>3</sup> de poisons radioactifs. Ouverture prévue du mégacentre de stockage : année 2030, et ce malgré les incertitudes sur l'évolution des roches argileuses en sous-sol. « *Il fut un temps où, pour cacher ces vilains déchets radioactifs, l'industrie nucléaire se contentait de les jeter à la mer* », note Greenpeace. Aujourd'hui, elle les enterre, mais serine toujours l'air entêtant du « tout est sous contrôle »... Et prêt pour un requiem en sous-sol. ●